

Rwanda : arrestation de responsables de deux partis d'opposition

@rib News, 07/09/2017 Source AFP Plusieurs responsables de deux partis rwandais non reconnus par les autorités dont le FDU-Inkingi de l'opposante emprisonnée Victoire Ingabire (photo), ont été interpellés mercredi, a-t-on appris jeudi auprès de ces partis et de la police. Le président rwandais Paul Kagame, élu le 4 août avec près de 99% des voix, est considéré du développement d'un pays exsangue au sortir du génocide de 1994, mais il est aussi accusé de bafouer la liberté d'expression et de réprimer toute opposition. Les interpellations de mercredi sont les dernières en date d'une longue liste d'arrestations d'opposants.

Dans un communiqué publié depuis Londres, où son porte-parole est exilé, le parti des Forces démocratiques unifiées (FDU-Inkingi) a dénoncé l'arrestation mercredi dans ses bureaux de Kigali de trois hauts responsables du parti, dont le vice-président et la trésorière adjointe, ainsi que d'un garde de sécurité et un employé. Le FDU-Inkingi, fondé en 2003 par Victoire Ingabire, a également indiqué qu'un autre de ses responsables avait été arrêté dans l'ouest du pays. Le parti s'opposera "à toute sorte d'intimidation qui vise à empêcher à dénoncer les dérives totalitaires de la dictature" du Front patriotique rwandais de M. Kagame, a déclaré le porte-parole Justin Bahunga. Dans la foulée, le Pacte démocratique du peuple (PDP-Imanzi) a annoncé l'arrestation à Kigali de son président Jean-Marie Kayumba en compagnie du président du FDU-Inkingi, Théophile Ntirutwa, l'interpellation de ce dernier n'ayant toutefois pas été mentionnée par son propre parti. Ni le FDU-Inkingi, ni le PDP-Imanzi ne sont reconnus par les autorités, qui ne tolèrent qu'un parti d'opposition, le Parti démocratique vert. La police a pour sa part annoncé mercredi les arrestations de sept "individus liés à des groupes armés opérant dans un pays voisin", dont trois "jeunes recrues interceptées alors qu'elles se rendaient à un camp d'entraînement", une référence probable aux Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) présentes en République démocratique du Congo. Les sept noms mentionnés par les autorités incluent ceux des responsables convoqués par le FDU-Inkingi. Selon la police, des éléments révélés par les suspects ont permis l'arrestation de quatre "recruteurs présumés". Le FDU-Inkingi a été créé en 2006 par Victoire Ingabire, arrêté peu de temps après son retour au Rwanda en 2010 pour se présenter à la présidentielle. Elle a été condamnée en 2013 à 15 ans de prison pour "conspiration" et "minimisation du génocide de 1994", qui avait fait environ 800.000 morts principalement au sein de la minorité tutsi. Kigali l'avait accusée de nier la réalité du génocide en demandant que les auteurs de crimes commis à cette période contre les Hutu soient aussi jugés.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});